

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 18/002/2007 (Public)
Bulletin n° : 031
ÉFAI
14 février 2007

Liban. Amnesty International condamne les attaques visant les civils

Amnesty International condamne dans les termes les plus fermes les attentats à la bombe de ce 13 février, visant deux autobus près de la ville de Bikfaya, dans une zone chrétienne du Liban, au nord-est de Beyrouth. Au moins trois civils auraient été tués et 20 autres blessés. Les attaques visant délibérément les civils ne sont jamais justifiables et leurs responsables montrent un mépris complet pour les principes d'humanité les plus fondamentaux.

Ces attaques mortelles visant les civils témoignent d'une dégradation supplémentaire de la sécurité au Liban, qui s'est encore davantage polarisée, ce qui fait craindre un glissement éventuel vers un nouveau conflit, après la guerre civile qui a dévasté le pays de 1975 à 1990. Au cours de ce conflit, des violations massives des droits humains ont été commises, dont quelque 17 000 disparitions forcées, et l'homicide de milliers de non combattants.

Amnesty International demande aux dirigeants politiques et autres du Liban de prendre d'urgence toutes les mesures possibles pour que les homicides de ce 13 février n'entraînent pas d'autres violences, et que les responsables de ces attaques visant des civils soient arrêtés et traduits en justice, de manière prompte et équitable, et sans recours à la peine de mort.

Les attentats à la bombe de ce 13 février visaient clairement à aggraver les tensions politiques actuelles. Ce mercredi 14 février marque le deuxième anniversaire de l'assassinat de l'ex Premier ministre Rafiq Hariri, tué à Beyrouth avec 22 autres personnes dans un attentat important à la voiture piégée. La Commission d'enquête internationale et indépendante des Nations unies (UNIIC) sur cet assassinat a impliqué la Syrie et des responsables libanais ; la proposition d'établir un tribunal international pour juger les responsables présumés de cet acte a conduit à la démission de six ministres du gouvernement, provoquant une crise politique.

Depuis le début de décembre 2006, des milliers de manifestants conduits par le Hezbollah et le Courant national libre manifestent régulièrement et massivement à Beyrouth, de manière largement pacifique, pour que le Hezbollah et le Courant national libre jouent un rôle plus grand au sein du gouvernement. Lors de la semaine du 24 janvier 2007, divers groupes politiques ont installé des barrages routiers armés ; sept personnes ont été tuées, et des dizaines d'autres blessées ou arrêtées. Le 21 novembre 2006, le ministre de l'Industrie Pierre Gemayel, appartenant au parti *Kataëb* (Phalanges), a été abattu à Beyrouth par des tueurs inconnus.

Les tensions se sont exacerbées au Liban après la guerre qui a opposé cet été le Hezbollah aux forces israéliennes, au cours de laquelle quelque 1 000 civils libanais et 43 civils israéliens ont été tués, et des dizaines de milliers de foyers libanais et d'autres infrastructures civiles ont été détruites.

Amnesty International demande instamment aux dirigeants politiques d'établir un cadre pour répondre aux questions non résolues qui entretiennent un climat de soupçons et de rancœurs, notamment celle du tribunal international pour poursuivre les responsables de l'assassinat de Rafiq Hariri, de la composition d'un nouveau gouvernement et des élections législatives à venir. Pour être durable, tous ces accords devraient s'accompagner des réformes du système judiciaire propres au Liban qu'Amnesty a réclamées à plusieurs reprises, mais aussi d'une résolution plus vaste, fondée sur le droit international, pour mettre fin à l'instabilité régionale qui continue de déstabiliser et de causer des violations des droits humains au Liban. Amnesty International demande à toutes les parties impliquées dans cette situation périlleuse au Liban d'empêcher une nouvelle escalade de violence, avec les atteintes aux droits humains qu'elles entraînent.